



LA COMMUNICATION COMMUNAUTAIRE, STRATEGIE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA COMMUNE DE KASA-VUBU, UNE ENTITE DECENTRALISEE

Aimé DUNGU BOLA

Université Catholique OMNIA OMNIBUS, Ville Province de Kinshasa, RDC

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.19116000>

Résumé

Cette recherche analyse le rôle de la communication participative comme stratégie d'appui au développement durable dans la commune de Kasa-Vubu, à Kinshasa. L'objectif est de comprendre pourquoi les habitants n'entretiennent pas les actions communautaires initiées par les pouvoirs publics et d'évaluer l'impact du déficit de communication sur la durabilité des projets. Une enquête par questionnaire a été menée auprès de 50 habitants de deux quartiers. Les résultats montrent que, bien que 64 % des enquêtés connaissent la communication communautaire, 80 % n'en discutent pas dans leur environnement immédiat. Les principales causes identifiées sont le manque d'information (50 %) et l'absence de volonté des dirigeants (30 %). De plus, 70 % des répondants attribuent le refus d'entretenir les actions publiques à l'absence de communication. L'étude conclut que la communication communautaire constitue un levier essentiel pour l'appropriation et la pérennité des initiatives, et souligne la nécessité d'une communication « inculturée », adaptée aux réalités locales et centrée sur les intérêts de la population.

Mots-clés : Communication participative, Développement durable, Décentralisation, Appropriation communautaire, Kasa-Vubu.

Abstract

This study examines the role of participatory communication as a strategic tool for sustainable development in decentralized territorial entities, focusing on the commune of Kasa-Vubu in Kinshasa. The research aims to understand why residents fail to maintain community actions initiated by public authorities and to assess the impact of communication deficits on project sustainability. A survey of 50 residents from two neighborhoods was conducted using structured questionnaires. Findings reveal that although 64% of respondents are familiar with community communication, 80% do not discuss it in

their immediate environment. The main causes identified are lack of information (50%) and insufficient political will (30%). Furthermore, 70% of participants attribute their refusal to maintain public initiatives to the absence of communication. The study concludes that community communication is a key driver for ownership and sustainability of development initiatives, emphasizing the need for an “inculturated” communication model adapted to local realities and centered on community interests.

Keywords: Participatory communication, Sustainable development, Decentralization, Community ownership, Kasa-Vubu.

I. Introduction

La communication est-elle réellement une stratégie d'appui pour un développement durable dans une entité territoriale décentralisée ? Cette question renouvelle un débat central en sciences sociales et en gestion du développement : celui du rôle de la communication participative dans l'appropriation et la durabilité des projets de développement. Dans la littérature, la communication est identifiée non seulement comme un outil de transmission d'informations, mais aussi comme un moyen de faciliter la participation active des communautés locales au processus de développement un élément essentiel au succès et à la durabilité des initiatives de développement.

La communication participative favorise une interaction bidirectionnelle entre les acteurs externes (services publics, ONG) et les populations locales, ce qui permet à ces dernières de définir leurs besoins, exprimer leurs préoccupations et contribuer à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des projets et non d'être de simples récepteurs passifs des actions planifiées.

Ce type d'approche s'inscrit dans les principes du développement participatif où l'engagement des populations locales est reconnu comme un facteur clé de succès et de pérennité des projets : lorsque les communautés locales sont impliquées de manière significative, elles peuvent mieux *s'approprier* les objectifs, les stratégies et les résultats des initiatives, ce qui contribue à un développement plus durable.

Dans le contexte des entités territoriales décentralisées, ce principe a une portée particulière. La décentralisation est souvent conçue comme un mécanisme permettant d'accroître l'autonomie locale, d'améliorer la gouvernance et de rapprocher les décisions des populations concernées. Elle vise à responsabiliser les acteurs locaux dans la formulation et la gestion des programmes de développement afin de garantir leur adéquation aux besoins réels des populations.

À partir de cette base théorique, l'enquête présentée ici s'efforce d'éclairer comment la communication est perçue comme un outil stratégique d'appui au développement durable par la population de la commune de Kasa-Vubu. Nous cherchons à établir, autant que possible avec les moyens dont nous disposons, la perception des habitants sur les stratégies de communication à adopter pour garantir l'efficacité et l'appropriation des projets de développement dans cette entité territoriale.

Dans la commune de Kasa-Vubu, nous avons mené une enquête auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte de l'ensemble de la commune. Le questionnaire utilisé comportait des questions fermées, parmi lesquelles les personnes interrogées devaient choisir la réponse qui correspondait le mieux à leur opinion. Ce type d'enquête, bien qu'exigeant en termes de ressources humaines et de mobilité sur le terrain, permet de mesurer, à partir des réponses reçues, le poids relatif des opinions au sein de la population.

Notre préoccupation principale est de comprendre pourquoi les habitants de la commune de Kasa-Vubu n'entretiennent pas les actions communautaires initiées par les pouvoirs publics. Nous faisons l'hypothèse que le manque d'entretien de ces actions s'explique, au moins en partie, par une **absence** de communication efficace entre les parties prenantes, ce qui limite la participation active des populations locales et leur capacité à s'approprier les initiatives de développement.

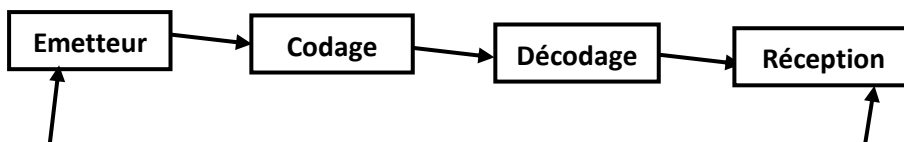
Dans cette perspective, nous proposons d'examiner les opinions des uns et des autres sur les actions de développement communautaire initiées par les pouvoirs publics. Nous définissons d'abord deux concepts clés de notre étude, puis nous présentons notre milieu d'étude pour enfin analyser et interpréter les données récoltées sur le terrain.

II. Cadre théorique

La communauté établit une relation entre les personnes, les lieux et les machines, à travers des correspondances interactives et des transmissions d'informations ou de données. Le contenu de ce « langage » est constitué d'annonces de nouvelles, de résultats de réflexion, de sentiments, d'opinions, de projets et de décisions (Zemor, 2005, p. 3). Certains acteurs relèvent deux acceptions de la notion de communication. C'est le cas de Jean-Claude Abuc, qui s'appuie d'abord sur la théorie de l'information de Shannon, puis dégage ensuite des théories qui considèrent la communication comme un processus d'échange.

Pour Shannon, la communication est définie comme la transmission d'un message d'un endroit à un autre. Cette transmission peut alors être représentée de la manière suivante :

Schéma n°1 : Le canal de la communication



Source : (Abuc, J.C., 2004 p.167)

Ce modèle repose sur la mise en relation d'un émetteur et d'un destinataire. L'émetteur, souhaitant transmettre une information, doit la traduire dans un langage compréhensible pour le destinataire et compatible avec les moyens de communication utilisés. C'est le codage : le message ainsi élaboré est émis et véhiculé grâce à un support matériel, appelé canal de communication. Il parvient ensuite au destinataire, le récepteur, qui, grâce à une activité de décodage, peut s'appropriier et comprendre le message.

Pour être pleinement efficace, le système doit prévoir une modalité de contrôle, de régularisation et de traitement des erreurs : c'est le feedback, c'est-à-dire la boucle de rétroaction du récepteur vers l'émetteur (Abuc, J.C., 2004, p. 167). Ce type de communication est incontournable dans les actions de sensibilisation de la population.

II.1. Développement durable, un concept pour l'action

Deux concepts sont inhérents à cette notion :

- Le concept de besoin, qui renvoie plus particulièrement aux besoins essentiels des plus démunis, auxquels il convient d'accorder la plus grande priorité.
- L'idée de limitation, liée à l'état de nos techniques et de notre organisation sociale, qui conditionne la capacité de l'environnement à répondre aux besoins présents et futurs.

La notion de développement durable peut alors être considérée comme une stratégie de développement visant à concilier trois aspects : le progrès social, la croissance économique et la conservation de l'environnement.

Le maintien d'un rythme de croissance économique et démographique présente des menaces graves pour l'état de la planète et, par conséquent, pour la survie de l'espèce humaine. Seul un état d'équilibre, avec

le maintien d'un niveau contrôlé de la population et du capital, pourrait permettre d'éviter une catastrophe menaçant l'humanité.

C'est ce qui avait été noté dans le rapport Meadows (Club de Rome, 1972) concernant le développement durable. Toutefois, on constata par la suite qu'il était impossible d'appliquer un tel principe dans les pays les moins avancés. Rien ne pouvait justifier que les nations développées bénéficient de l'environnement mondial sans qu'un appui soit donné à des actions en faveur du développement dans les pays moins développés.

Le rapport Brundtland, *Notre avenir à tous* (1987), désignait la pauvreté croissante des pays du Sud et la croissance économique soutenue des pays du Nord comme principales causes de la dégradation de l'environnement. Selon ce rapport, le développement durable devait être considéré comme un développement répondant aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Le modèle de développement des sociétés riches (besoins occidentaux) ne pouvait pas être considéré comme unique et obligatoire. À une diversité de situations et de cultures devait correspondre une diversité de formes de développement.

Ainsi, le développement durable devient un concept porteur de divergences : pour certains, il s'agit d'un développement respectueux de l'environnement ; pour d'autres, l'essentiel est que le développement puisse durer indéfiniment (Latouche, Serge, 2004).

Trois axes paraissent aujourd'hui faire consensus et donner au développement durable une véritable consistance dans une conception où il est bien, lui aussi, un concept pour l'action (Poussaint-Poussaint, 2010, p. 16). Il s'agit de :

- La recherche pour tout projet ou toute politique du meilleur équilibre possible entre les tous objectifs du développement durable
- Le respect d'un certain nombre de principe de rattachant à la bonne gouvernance, principe de précaution, principe de responsabilité, principe de participation ou parties prenantes aux décisions, principe d'équité, et de solidarité ;
- Le fait d'agir dès aujourd'hui afin de satisfaire les besoins de tous, tout en présurant pour demain les responsabilités des générations futures, de donner satisfaction aux différents quelque soit le contenu qu'on donne, la valeur sur lequel on souhaite mettre l'accent ce qui apporte est que l'objectif soit partagé.

Qu'en est-il du milieu où il faut considérer la communication communautaire comme stratégie d'appui au développement ?

II.2. Présentation du milieu d'étude

Jadis habitée par les autochtones Teke Humbu, la commune de Kasa-Vubu a été lotie en 1945. Elle fut dirigée pour la première fois par Feu Joseph Kasa-Vubu, premier bourgmestre, qui deviendra plus tard Président de la République Démocratique du Congo.

La commune de Kasa-Vubu est située au centre de la Ville-Province de Kinshasa. Elle est limitée :

- au Nord par les communes de Kinshasa et Lingwala,
- au Sud par la commune de Ngiri-Ngiri,
- à l'Est par la commune de Kalamu,
- à l'Ouest par la commune de Bandalungwa.

Elle s'étend sur une superficie de 5,04 km², compte une population de 77 130 habitants, avec une densité de 5 343 habitants/km².

Les principales activités économiques tournent autour du marché Gambela et de divers commerces : magasins, boutiques, pharmacies et dépôts de boissons. La commune est répartie en 7 quartiers : Assosa, Lubumbashi, Katanga, Lodja, Salongo, ONL et Ancien Combattants.

III. Méthodologie de l'étude

a) Méthodes, techniques et population Les méthodes et techniques utilisées dans une investigation scientifique dépendent de la nature du problème posé et des données à recueillir ou à traiter.

Ainsi, nous avons utilisé :

- la méthode d'enquête par questionnaire,
- la méthode historique, avec sa technique documentaire, consistant à consulter les documents et données nécessaires.

La population de notre étude est constituée des habitants de la commune de Kasa-Vubu. Notre échantillon comprenait 50 personnes, issues de deux quartiers parmi les sept que compte la commune, à savoir **Assosa** et **ONL**.

b) Caractéristiques de notre échantillon d'étude

Nous présentons ci-après les différentes caractéristiques de notre échantillon suivant 4 variables indépendantes qui sont: le sexe, l'âge, le niveau d'étude, la profession.

Tableau 1. Répartition des sujets selon le sexe

Sexe	Fréquence	Pourcentage
Masculin	28	56
Féminin	22	44
Total	50	100

Source : notre enquête

Au terme de notre enquête, le tableau ci-dessous, nous indique que 28 enquêtés soit 56% sont de sexe masculin, 22 enquêtés soit 44 % sont de sexe féminin. Nos enquêtés de sexe masculin étant nombreux que les femmes, ceci démontre la nécessité de ne pas marginaliser les femmes dans l'action de développement.

Tableau 2. Répartition des sujets selon l'âge

Age	Fréquence	Pourcentage
15 à 20 ans	12	24
21 à 26 ans	11	22
27 à 32 ans	08	16
33 à 38 ans	07	14
39 à 44 ans	08	16
45 à 50 ans	02	4
51 à plus	02	4
Total	50	100

Source : notre enquête

Le tableau 2 renseigne que 12 enquêtés soit 24 % ont l'âge qui varie à 20 ans, 11 enquêtés soit 22 % se trouvent dans la tranche 21 à 26 ans, les personnes entre 27 à 32 ans sont au nombre de 8, ont un score de 16 %, la Tranche d'âge de 33 à 38 ans représente 7 enquêtés, 14 % 2 personnes interrogées, soit 4 % ont l'âge qui varie entre 45 a 50 ans et encore 2 enquêtés, soit 4 % pour celle de 51 et plus. On peut dire que les participants a notre enquête ont atteint une maturité.

Tableau 3. Répartition des sujets selon le niveau d'étude

Niveau d'étude	Fréquence	Pourcentage
Primaire	0	0
Secondaire	14	28
Universitaire	36	72
Total	50	100

Source : notre enquête

Le tableau 3 représente la répartition des enquêtés selon leur niveau d'étude. Nous avons classé les enquêtés en 3 catégories :

- Les enquêtés qui ont un niveau de l'école primaire représentent 0 % sur l'ensemble des enquêtés.
- Les enquêtés ayant un niveau d'instruction de l'école secondaire représentent 28%
- Les personnes interrogées ayant un niveau d'instruction c'est-à-dire universitaire ont un score de 72 %.

Tableau 4. Répartition des sujets selon les domaines d'activités

Niveau d'étude	Fréquence	Pourcentage
Agriculture	08	16
Commerce	06	12
Banque	06	12
Administration publique	14	28
Enseignement	08	16
Autres domaines	08	16
Total	0	100

Source : notre enquête

Le tableau 4, nous renseigne que 28% des personnes interviewées œuvrent dans l'administration publique, 16% sont dans l'agriculture, 16% dans l'enseignement, 10 % sont dans d'autres domaines, 12 % œuvrent dans le commerce et 12 % dans la banque. Tout ça indique une mobilité des divers domaines de la vie.

c) Analyses des résultats

Nous présentons ici les résultats selon les différentes questions :

Question 1: connaissez-vous la communication communautaire ?

Tableau 5. Répartition des sujets selon les connaissances de la communication communautaire

Réponse	Fréquence	Pourcentage
Oui	32	64
Non	18	36
Total	50	100

Source : notre enquête

Il se dégage du tableau 5 que 32 personnes soit 64 % des personnes enquêtés disposent d'une connaissance générale sur la communication et que 18 personnes soit 36% de la population interrogée de connaissance sur la communication communautaire, cela signifie que la communication communautaire ne peut pas être considérée comme un concept pour la majorité de la population étudiée

Question 2 : dans votre environnement immédiat parlez-vous de la communication communautaire ?

Tableau 6. Opinion des sujets sur la communication communautaire dans leur environnement immédiat

Réponse	Fréquence	Pourcentage
Oui	10	20
Non	40	80
Total	50	100

Source : notre enquête

Dans ce tableau 6 nous indique que 20 % des personnes enquêtés attestent que la mise en œuvre de la communication communautaire dans la commune de Kasa-Vubu est en pratique et 80 % des enquêtés ne la connaissent pas, c'est-à-dire sont dans l'ignorance absolue.

Question 3 : connaissez-vous quelques objectifs ?

Réponse	Fréquence	Pourcentage
Eveille les gens	12	24
Connaître leurs sources	12	24
Susciter le problème caché	12	24
Consolider les relations	4	08
Informers les gens	5	10
Eduquer	5	10
Total	50	100

Source : notre enquête

Il s'avère en rapport avec ce tableau que 24 % des personnes enquêtés disent que les objectifs de la communication communautaire est d'éveiller les gens, 24 % c'est connaître leurs soucis, 24 % disent, c'est pour susciter le problème caché, 8 % c'est pour consolider les relations, 10 % restent disent que c'est l'éduquer la population.

Question 4 : quelle serait la cause de manque de la communication communautaire dans la commune de Kasa-Vubu ?

Réponse	Fréquence	Pourcentage
Manque de la volonté de dirigeant	15	30
Manque d'information	25	50
Système politique ne facilite pas la tâche	0	0
Il n'y a pas de pionnier	10	20
Total	50	100

Source : notre enquête

Ce tableau nous indique que 30 % de nos enquêtés ont dit qu'il y a manqué de la volonté de dirigeant, la majorité de la volonté a confirmé qu'il y a manque d'information et 20 % disent qu'il y a pas de pionner pour l'action.

Question 5 : pourquoi dans votre commune refusez-vous d'entretenir les actions initiés par les pouvoirs publics ?

Tableau 9. Opinion des sujets sur le refus de la population de Kasa-Vubu d'entretenir les actions communautaires initiés par les pouvoirs publiques

Réponse	Fréquence	Pourcentage
Absence de communication	35	70
Manque d'intérêt	10	20
Initiative dénigré par les étrangers	5	10
Total	50	100

Source : notre enquête

Le tableau ci-dessous, nous indique que 35 enquêtés soit 70% n'entretiennent les acteurs communautaires initiés par les pouvoirs publiques par absence de communauté. La population ne connaît pas si l'action est pour leurs intérêts ou pas, 10 enquêtés soit 20 %, ils considèrent les acteurs de l'Etat comme sans intérêt et 5 enquêtés soit 10 % estiment qu'ils ne peuvent pas s'intéresser aux actions initiées par les personnes étrangères c'est-à-dire des personnes non connues par les natifs de la commune.

IV. Discussion des résultats

Les résultats de notre enquête montrent que 70 % des enquêtés attribuent le non-entretien des actions communautaires initiées par les pouvoirs publics à l'absence de communication. Ce constat rejoint les travaux de Zémor (2005), qui souligne que la communication publique ne peut être réduite à une simple transmission d'informations, mais doit inclure une interaction permettant l'appropriation des projets par les citoyens.

L'opinion défavorable de la population de Kasa-Vubu vis-à-vis des projets de développement s'explique par le fait que ces initiatives sont perçues comme imposées de l'extérieur, sans réelle prise en compte des besoins locaux. Comme l'a montré Latouche (2004), le développement durable ne peut être efficace que s'il est pensé en fonction des réalités et des cultures locales, et non comme une reproduction des modèles occidentaux.

Cette indifférence traduit également une faiblesse de la gouvernance participative. Selon Bessette (2014), la communication participative est essentielle pour favoriser l'engagement communautaire et garantir la durabilité des projets. Sans ce dialogue, les populations deviennent de simples bénéficiaires passifs, incapables de s'approprier les initiatives.

Enfin, la nécessité d'une « volonté populaire » pour soutenir le développement décentralisé rejoint les conclusions de Laré Batouth Penn (2021), qui démontre que l'appropriation des plans de développement dépend largement de la mise en place de mécanismes de communication inclusifs et participatifs.

Ainsi, les projets de développement dans la commune de Kasa-Vubu ne peuvent réussir que si la communication communautaire est renforcée, adaptée aux réalités locales et conçue comme un outil de mobilisation et d'appropriation collective.

Conclusion

Notre objectif était d'examiner les opinions des habitants de la commune de Kasa-Vubu sur les acteurs de développement communautaires initiés par les pouvoirs publics. La communication communautaire peut-elle réellement réussir pour que les structures sociales et économiques de nos entités territoriales décentralisées soient transformées.

Le développement durable est fonction de la capacité des masses à fonctionner à partir d'elles-mêmes en vue de satisfaire leurs propres besoins.

Une de nos conclusions les plus originales est que la population de la commune de Kasa-Vubu désire une communication communautaire inculturée, une connaissance pensée en fonction de ses intérêts et

de sa promotion. Pour ce faire, dénonçons l'aliénation que pourrait constituer une communication imposée de l'extérieur qui ne se préoccupe pas d'assurer une satisfaction des besoins de la population. La conclusion de notre enquête est que la communication communautaire est réalité profonde inscrite dans la né de la population. Elle doit aider à promouvoir une instruction sociale qui reste encore vulnérable à entretenir la société pour un sigle relèvement de niveau de la population.

Bibliographie

- [1]. Abuc, J. C. (2004). *Psychologie de la communication : théorie et méthode*. Paris : Armand Colin.
- [2]. Bessette, G. (2014). *Communication et participation communautaire*. Laval : Presses universitaires.
- [3]. Clause, W. (1989). *Le paradoxe des statistiques*. Paris : L'Harmattan.
- [4]. Commune de Kasa-Vubu. (2001). *Rapport annuel*.
- [5]. *Dictionnaire d'économie et des sciences* (2e éd.). Paris.
- [6]. Ifore. (2010). *Éthique et développement durable*. Paris : L'Harmattan.
- [7]. Laré Batouth Penn. (2021). Communication participative et appropriation du plan national de développement du Togo. *Communication et organisation*, 60, 133-146.
<https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.10605>
- [8]. Latouche, S. (2004). *Survivre au développement*. Paris : Mille.
- [9]. Poussard-Poussard, P. (s.d.). Éthique et développement durable : deux concepts d'action. Dans *Institut de formation de l'environnement*.
- [10]. Zémor, P. (2005). *La communication publique* (3e éd.). Paris : Presses universitaires de Tunisie.